

COP21

C'est à l'initiative de l'ONU qu'un cadre d'action contre le réchauffement climatique a été mis en place en 1992, à l'occasion du sommet de la Terre de Rio de Janeiro, au Brésil. Depuis 1995, presque tous les pays du monde se rassemblent une fois par an lors des « COP » (Conférences of the Parties). La « COP21 », qui se tiendra du 30 novembre au 11 décembre 2015 à Paris, réunit les 195 Etats signataires plus l'Union Européenne et devrait aboutir à un accord engageant ces pays à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (GES). Objectif : stabiliser le réchauffement climatique en le maintenant en deçà de 2°C à horizon 2100. Actuellement l'Australie, le Canada, les Etats-Unis et la Chine restent les pays les plus pollueurs. Les négociations de la COP sont centrées sur les engagements des Etats, pour recréer une dynamique mondiale. Mais, pour transformer les engagements en réalité, la place de la finance sera essentielle. Depuis la COP 2009 de Copenhague, les Etats se sont engagés à mobiliser conjointement 100 milliards de dollars (88,8 milliards d'euros) par an à partir de 2020 pour financer des actions d'adaptation dans les pays les plus démunis. Ce « Fonds vert pour le climat » n'a pour

l'instant recueilli que 10 milliards de dollars (8,8 milliards d'euros). Une levée de fonds encore très insuffisante.

Le prix du carbone en question

L'un des principaux sujets de la COP21 porte également sur la question de la réduction massive des énergies fossiles (pétrole, charbon, gaz), pour l'essentiel à l'origine du dioxyde de carbone (CO₂), au profit d'énergies renouvelables. Pour orienter les financements vers les « bons » projets, il faut savoir mesurer l'empreinte carbone de nos principales actions.

De ce côté-là, on a fait des progrès. Mais il reste beaucoup à faire. Certains experts, dont le prix Nobel Jean Tirole et Christian de Perthuis, professeur d'économie à Dauphine, plaident pour la fixation d'un prix unique du carbone, afin que l'ensemble des économies soient incitées à réduire le coût des dommages climatiques et à produire plus « vert ».

Une solution, défendue par François Hollande, mais difficile à mettre en place à court terme.



lafinancepourtous
INSTITUT POUR L'ÉDUCATION FINANCIÈRE DU PUBLIC